

« *Le dialogue méditerranéen des citoyens* »

Forum de Grenade, 25 au 28 avril 1991

Nous voilà au terme de ce Forum, premier du genre, rendu possible grâce à l'heureuse initiative du Mouvement pour la paix, le désarmement et la liberté. Il est particulièrement significatif que cette proposition ait rencontré, dès le départ, un écho favorable auprès de la plupart des organisations et des personnalités de la société civile de nos pays.

Cela prouve qu'il existe désormais, dans les pays du bassin méditerranéen, une réelle prise de conscience quant à leur interdépendance et à l'impérieuse nécessité d'envisager ensemble l'avenir dans cette région du monde.

Ce Forum a été précédé récemment par la déclaration sur les perspectives d'un dialogue global sur la sécurité et la coopération en Méditerranée des pays non alignés méditerranéens lors de leur 3^e Conférence ministérielle tenue à Alger, les 25 et 26 juin 1990 ; la déclaration des Neuf sur le dialogue et la coopération en Méditerranée occidentale réunis le 10 octobre 1990 à Rome ; et, enfin, le document commun de l'Espagne, de la France, de l'Italie et du Portugal appelant à la convocation d'une Conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée (C.S.C.M.).

De ce fait, la tenue de ce Forum complète, d'une part, les initiatives officielles prises par les instances gouvernementales ou communautaires et, d'autre part, élargit le champ de la réflexion et du dialogue aux instances et organisations non gouvernementales par l'implication de nos sociétés civiles. C'est en cela que ce Forum revêt une importance particulière et représente une étape qualitative nouvelle de nature à élargir et à consolider la voie du dialogue et de la coopération dans notre région.

Depuis l'ouverture de ce Forum, nous avons écouté de nombreux orateurs s'exprimer sur des questions d'une grande importance pour le présent et le futur des peuples du bassin méditerranéen : crise du Golfe, sécurité collective, désarmement, coopération économique, démocratie et droits de l'homme, droits de la femme, migration et racisme, et, bien entendu, la tragédie imposée au peuple palestinien, ont été au centre des interventions et de nos préoccupations.

S'il n'a pas été possible d'ouvrir un dialogue approfondi sur toutes ces questions, comme l'auraient souhaité beaucoup d'entre nous, ce Forum aura néanmoins eu le mérite de nous permettre de procéder à leur recensement comme il aura permis d'attirer l'attention sur les problèmes les plus graves et ceux qui exigent les solutions les plus urgentes, au risque de rendre la situation qui règne dans notre région plus périlleuse qu'elle ne l'est déjà.

Je voudrais, pour ma part, n'ayant pas eu l'occasion de m'exprimer devant vous, revenir brièvement sur les principaux thèmes de notre Forum à l'occasion de cette séance de clôture.

La crise du Golfe et ses récents prolongements meurtriers et dévastateurs marquent, de façon dramatique, le carrefour où se situe le monde après la fin des deux blocs et annoncent le XX^e siècle dont les prétendants à la domination n'hésitent plus à imposer leur volonté.

Dans ce cadre, l'intronisation du nouvel ordre international se produit sur la scène géopolitique de la Méditerranée et du Moyen-Orient et il ne pouvait en être autrement. Cet espace maritime qui abrita tant de civilisations sur ses bords et qui accumule tant d'Histoire est aujourd'hui le théâtre des contradictions contemporaines les plus aiguës.

Beaucoup se sont interrogés, au cours de notre Forum, sur le sens qu'il faudrait donner dorénavant au droit international et nous ont fait partager leurs inquiétudes sur la grave dérive que ce droit vient de connaître dans son application à la crise du Golfe.

Dès lors, une question angoissante est posée et nous laisse en haleine : que sera le nouvel ordre international qui s'élabore et se met en place sans nous, sans la participation de nos pays et de nos peuples, en particulier ceux du Sud ?

La sécurité collective ne peut être obtenue que si elle est basée sur la confiance et non sur la force et doit être conditionnée par le désarmement pour tout ce qui est des moyens de destruction massifs mais ce désarmement doit s'appliquer à tous les pays de la région, sans aucune exception. On ne peut accepter pour les uns ce qui est contesté et refusé pour les autres, comme c'est le cas actuellement.

La coopération économique a particulièrement retenu notre attention parce que c'est d'elle que dépendent, en grande partie, la paix et la stabilité dans notre région. Que peut-on espérer, en effet, si l'écart entre les deux rives continue à se creuser, si la pauvreté et la misère, alimentées par un accroissement démographique incontrôlé, continuent à progresser chez les uns alors que les conditions de vie s'améliorent chez les autres ?

Plusieurs orateurs ont mis l'accent sur les déséquilibres et la faiblesse des échanges qui affectent les relations économiques et commerciales, aussi bien en ce qui concerne les échanges entre le Nord et le Sud que les échanges entre les pays du Sud. Un intervenant a cité, à cet effet, le cas des pays du Maghreb, qui réalisent entre eux seulement 1% de leurs échanges. On ne peut être plus bas.

L'attention a été également attirée sur l'enclavement des échanges qui empêche la diversité et maintient, quand il ne l'aggrave, la dépendance des pays du Sud. Ici, également, le cas du Maghreb a été évoqué en considérant que le tête-à-tête dans lequel se trouvent enfermés ces pays dans leurs relations économiques et commerciales avec l'ex-puissance coloniale est, en fin de compte, préjudiciable parce que réducteur et appauvrissant.

Dès lors, la nécessité d'échanges plus intenses entre les pays du Sud et d'échanges plus diversifiés entre le Sud et le Nord est considérée comme une condition importante pour l'amélioration de la coopération économique.

Le poids de la dette est un autre obstacle majeur auquel sont confrontés nos pays ; paralysant les économies de ces pays du Sud, il empêche toute action de grande envergure pourtant nécessaire à la relance économique. Il a été souligné, par plusieurs orateurs, que le niveau atteint par cet endettement constitue désormais une menace pour la stabilité des pays concernés ainsi que pour la coopération et la paix dans notre région.

Pour ces raisons, des solutions intelligentes aux problèmes de la dette doivent être impérativement recherchées dans une concertation bilatérale mais également globale, prenant en considération l'avenir du bassin méditerranéen.

Dans le domaine de la coopération économique, les idées doivent converger vers le dépassement des intérêts strictement nationaux pour adopter une perspective commune de « copropriété » ayant pour corollaire le « codéveloppement ». Les Tunisiens ont lancé l'idée d'un « Contrat de développement » et l'on a parlé, dans ce Forum, de « Maison de la Méditerranée ».

Il apparaît clairement que la coopération économique doit conduire le plus rapidement possible à la justice entre les deux rives et aboutir à l'établissement d'une charte méditerranéenne pour le développement axée sur le partenariat politique et économique. (...)

Les libertés politiques, les droits de l'homme et le respect de la diversité sont considérés comme des règles qui doivent régir le fonctionnement de nos sociétés. Si aucun doute ne semble subsister au sujet de ces convictions, par contre, des interrogations sont soulevées sur les conditions de l'instauration de la démocratie dans les pays du Sud : la démocratie est-elle compatible avec le sous-développement ? La démocratie ne risque-t-elle pas d'amener légitimement au pouvoir des forces antidémocratiques qui remettraient en cause les modestes acquis progressistes de nos pays ?

L'Europe a connu, en Italie et en Allemagne, ces retournements de l'Histoire, je dirais ces bégaiements de l'Histoire. Dans les années 1930, un fasciste français disait aux démocrates : « Accordez-moi les libertés au nom de vos principes pour que je puisse vous les refuser au nom des miens. »

Il est vrai que la démocratie n'est pas un produit naturel chez l'homme, elle est le résultat de son éducation, de sa formation et ce qui est vrai pour l'homme l'est également pour la société. Mais est-ce une raison suffisante pour continuer à priver des peuples des libertés de la démocratie ? Est-il raisonnable d'affirmer, dans le monde qui est le nôtre aujourd'hui, que le niveau culturel de tel ou tel peuple ne lui permet pas d'accéder à la démocratie ?

Il y va de l'avenir des peuples du sud de la Méditerranée d'assurer leur futur par la seule arme pacifique qui soit à la fois incontournable et impérieuse : la démocratie. Quels qu'en soient les risques, aujourd'hui, nous devons considérer que la démocratie demeurera le seul garant d'une paix durable, de la stabilité régionale et de l'accès au progrès et à la justice sociale. Saint-Just disait : « Pour fonder la démocratie, il faut l'aimer. » Personne ne doit craindre la démocratie car ceux qui en reculent l'échéance ne feront que contribuer à élargir le fossé qui s'est creusé entre le Nord et le Sud.

L'Algérie, pays du Sud méditerranéen, maghrébin et musulman, a décidé de relever ce défi en s'engageant résolument dans une phase de transition vers la démocratie. Le choix de l'Algérie soulève à la fois des espoirs et des inquiétudes, souvent légitimes et sincères, notamment chez les démocrates du Maghreb. Un test majeur permettra de vérifier l'opportunité de ce choix, très prochainement : il s'agit des élections législatives qui sont fixées pour le mois de juin prochain. Les démocrates algériens travaillent pour amener le peuple algérien à confirmer l'espoir de tous les démocrates du bassin méditerranéen. Mon vœu le plus cher est que, dans une rencontre prochaine comme celle de ce Forum, les démocrates algériens puissent dire devant vous qu'ils avaient raison.

Comme d'habitude, en de telles circonstances, la tragédie que vit le peuple palestinien, depuis plus de quarante ans, a particulièrement retenu l'attention. Les interventions sur cette grave question ont encore davantage fait apparaître que jamais une cause aussi juste que celle du peuple palestinien n'a bénéficié d'autant de compréhension, de sympathie et de soutien dans le monde, mais également que jamais cause aussi juste n'a été autant et si longtemps niée et combattue par les forces du mal.

Il a suffi qu'un pays arabe envahisse un autre pays arabe pour que les Etats-Unis engagent les institutions internationales et le monde occidental dans une entreprise unique dans l'Histoire, au nom du droit international et au nom des droits des peuples. Il a suffi de quelques mois pour restituer le Koweït aux Koweïtiens et pour atteindre cet objectif, on n'a reculé devant aucun moyen, même celui de procéder méthodiquement à la destruction d'un pays en compromettant gravement et pour longtemps l'avenir de son peuple.

Si l'on veut nous faire croire que désormais le droit international sera respecté et rétabli de la même manière, à chaque fois qu'il est remis en cause quelque part dans le monde, alors, nous disons : « Qu'attend-on pour exiger d'Israël le respect des résolutions des Nations unies sur les droits du peuple palestinien ? »

Deux poids, deux mesures. Pourquoi cette attitude de l'Occident à l'égard du peuple palestinien, et des Arabes en général ? L'Occident cherche-t-il à se déculpabiliser à l'égard du peuple juif ? S'il est vrai que la folie meurtrière du nazisme et du fascisme européen a fait du peuple juif l'un des peuples les plus persécutés, il est injuste d'en faire supporter les conséquences aux Arabes, palestiniens en particulier.

Si l'histoire commune des Juifs et des Arabes a connu bien des difficultés, elle a été davantage marquée par la compréhension, la cohabitation et la coopération. Dans le passé, les Juifs, persécutés par l'Inquisition, ont trouvé la protection des Musulmans qui les ont aidés à se replier sur le Maghreb, où ils ont vécu dans la sécurité et la convivialité reconnue traditionnellement aux Arabes.

Le moment est venu pour l'Europe chrétienne de faire son examen de conscience pour se défaire de cette tendance morbide à faire supporter aux autres le poids de ses propres fautes et de favoriser ainsi une réelle réconciliation arabo-israélienne qui passe impérativement par la reconnaissance du droit inaliénable du peuple palestinien à l'existence et au bonheur dans une patrie et un Etat souverain.

Les souffrances d'autres peuples de la région n'ont pas été oubliées durant ce Forum : il s'agit des peuples kurde et libanais. On ne peut rester indifférent aux malheurs du peuple kurde, mais attention au piège tendu par l'Occident qui, pour des raisons de circonstance et de calcul politique, focalise momentanément l'attention de l'opinion sur les Kurdes irakiens et qui, une fois les objectifs atteints, les rejettera de nouveau dans l'oubli.

Une question commune n'a pas suffisamment retenu notre attention : il s'agit de l'environnement dans le bassin méditerranéen, qui subit des agressions dangereuses, aux effets dévastateurs sur nos ressources naturelles et les équilibres écologiques.

D'autres questions importantes telles que les droits de la femme, les migrations et le racisme devraient trouver plus de place dans nos préoccupations, à l'occasion de prochaines rencontres.

Cela me conduit à m'interroger, au même titre que la plupart d'entre nous, sur la suite qu'il convient de réserver à ce Forum. Comment capitaliser cet acquis ? Comment faire fructifier ce qui a été semé à Grenade ? L'heureuse initiative prise par nos amis espagnols doit avoir un avenir et cet avenir dépend de nous tous. Toute formule qui permettra à l'amorce du dialogue engagé dans cette prestigieuse ville de Grenade de se poursuivre et de se développer est la bienvenue. Je soumets à votre réflexion l'idée suivante : pourquoi ne pas créer une association

commune que l'on appellerait « Association pour le dialogue méditerranéen des citoyens », par exemple ?

Notre Forum peut être à l'origine de l'éveil des sociétés civiles de nos pays respectifs au dialogue méditerranéen pour la paix, la coopération et le codéveloppement.

Une mobilisation de nos opinions publiques est indispensable pour vaincre les pesanteurs, la puissance des intérêts et pour provoquer la prise de conscience et les changements de mentalité salutaires. Ne laissons pas l'avenir de nos peuples, de notre région, captif des seules institutions officielles. Brisons les murs de l'incompréhension et de l'indifférence et jetons les fondations de la nouvelle « Maison de la Méditerranée » où vivront nos enfants, dans la paix, la sécurité et la justice.

Si nous voulons la paix, travaillons pour la justice car il n'y aura pas de paix sans justice. S'il est bien entendu que les pays du sud de la Méditerranée doivent consentir de très grands efforts pour remédier à leur situation politique, économique et sociale, les pays du Nord doivent comprendre qu'il est malsain et dangereux d'abuser de la puissance que leur confère ce moment de l'Histoire pour imposer unilatéralement leurs intérêts. Ils doivent cesser de pratiquer la démocratie à l'intérieur de leurs pays et la dictature dans leurs relations avec nous.

Les pays européens du Sud ont désormais les moyens, il leur reste la volonté nécessaire de fonder leurs relations avec le Sud sur la justice. Je terminerai par cette pensée de l'écrivain arabe Khalil Gibran :

*« Malheur aux nations qui haïssent l'injustice
dans leur sommeil et l'acceptent dans leur éveil. »*

Je ne saurais clore cette intervention sans remercier l'Espagne et lui rendre hommage pour avoir abrité ce Forum. Il est heureux de constater que ce pays, après avoir réussi sa transition historique vers la démocratie et c'est un exemple que nous devons méditer, dans le Sud, après avoir réussi son décollage économique et son intégration dans l'Europe, se trouve aujourd'hui en position positive pour contribuer puissamment au dialogue et à la coopération dans notre région. Il s'agit là d'un facteur d'une grande importance, notamment dans la recherche de nouveaux équilibres dans les relations et les échanges dans la région.

Je rends hommage également au Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté pour cette heureuse et bénéfique initiative et particulièrement à Madame Francesca Sauquillo, présidente de ce mouvement pour l'Espagne, qui n'a ménagé aucun effort pour rendre possible notre rencontre, et également pour son action inlassable pour la promotion de la paix et de la liberté dans notre région.

Comment ne pas citer Monsieur Jossep Palao, qui a sillonné tout le bassin méditerranéen, visité tous nos pays pour prendre des contacts et nous convaincre et à qui nous devons, en grande partie, de nous retrouver ici. Merci aussi à ses collaboratrices et collaborateurs qui ont fait preuve de tant de gentillesse et de dévouement pour faciliter nos travaux.

Il est évident que les conditions dans lesquelles s'est déroulé ce Forum ont grandement contribué au succès de cette rencontre et cela, nous le devons au gouvernement autonome

d'Andalousie, aux autorités de la ville de Grenade et à l'université de cette ville prestigieuse.
Merci pour leur accueil et leur hospitalité.

Merci à vous tous pour avoir fait de ce Forum de Grenade une nouvelle étape, pleine d'espoirs,
pour la construction de la Maison des peuples de la Méditerranée.

*Allocution de clôture prononcée par
Monsieur Aboubakr BELKAID
Membre de la délégation algérienne*